

GUERRE AUX PAUVRES, PÉRIL DE L'EXTRÊME DROITE



**ROMPRE AVEC LEUR EUROPE
ANTISOCIALE ET RACISTE**

ZOOM

Gaza. La justice internationale et la rue disent «Assez!»

Page 3

ARGUMENTS

L'Europe que nous voulons

Page 5

LUTTER

Écologie. Stop Greendock, stop répression!

Page 6

CHAMP LIBRE

Kanaky. Entretien avec Rock Haocas de l'USTKE et Dominique Fochide l'Union calédonienne

Page 8

Édito

Solidarité avec les Kanak face au gouvernement pyromane et colonialiste

Par CATHY BILLARD

Le fameux « en même temps » de Macron, toujours contre les intérêts de la population, s'applique cette fois contre le peuple de Kanaky.

Au retour de son passage éclair sur le territoire de Nouvelle-Calédonie le 23 mai, soulevé contre son autoritarisme, Macron a distillé ses hypothèses et menaces aux journalistes qui l'accompagnaient. Face à la détermination de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT) et de la jeunesse kanak — qui refusent de lever les barrages tant que la menace de l'application de la loi du dégel du corps électoral plane — Macron, juste après avoir proclamé son souhait de dialogue, laisse entendre qu'il pourrait faire valider cette loi par un référendum en métropole. Le comble de la violence coloniale ! Faire bafouer le droit à l'autodétermination du peuple de Kanaky par une population française transformée en agent du maintien de la domination colonialiste. Depuis 15 jours l'accumulation des forces de répression, le droit de tuer toléré aux milices blanches et aux policiers, y compris hors service, n'ont pas brisé la détermination des indépendantistes et de la jeunesse. Macron est donc bien obligé de faire des gestes politiques. Mardi 28 mai, l'état d'urgence a été levé. Les mesures d'exception (assignation à résidence avec pointage toutes les trois heures, perquisitions administratives hors contrôle judiciaire) doivent également s'arrêter. Cela concerne au moins 29 personnes assignées à résidence, dont 17 membres de la CCAT, stigmatisés par Darmanin comme « maffieux ». Le gouvernement est contraint de tenir compte de l'embrasement du territoire et de l'image terrible que donne dans le monde l'obstination coloniale de l'État français. Il manœuvre dans tous les sens, toujours avec mépris, mais, comme l'affirment les représentantEs indépendantistes du peuple kanak, il n'y aura pas de discussion sous la menace d'un passage en force. Le droit international pose clairement le droit à l'autodétermination du peuple kanak, et l'ONU, sur la base de l'article XI de sa Charte, rappelle chaque année que la Kanaky est classé comme territoire à décoloniser.

L'enjeu est plus fort que jamais d'exprimer en France notre solidarité avec le peuple de Kanaky, c'est-à-dire la reprise du processus de décolonisation. Macron, Darmanin, soutenus par la droite et l'extrême droite sont des pyromanes. Il est urgent de les stopper, la jeunesse et la population de Kanaky montrent que c'est possible.

Le chiffre

1 million

Plus d'un million de personnes ont fui de Rafah, au sud de Gaza, en 20 jours.

ONU, 28 mai 2024

À la Une

Guerre sociale, capitalisme subventionné: c'est qui les assistés?

Sans surprise, le gouvernement poursuit son offensive sur le front social. Attal vient de confirmer le 26 mai le tour de vis supplémentaire sur l'assurance chômage qui entrera en vigueur, par décret bien entendu, le 1^{er} décembre. À moins que la rue ne le fasse reculer...

« Nous ne devons pas caler sur la route du plein-emploi », plaide le Premier ministre, à rebours de tous les indicateurs économiques. Plus de 132 plans de licenciements ont eu lieu en un an, plus de 60 000 emplois sont menacés, et le nombre de licenciements économiques a augmenté de 15 % début 2024... La politique sociale et économique du gouvernement est un fiasco ! Mais celui-ci ne saurait l'admettre, comme il n'a pas accepté son échec avec le dépassement du déficit du budget de l'État au-dessus des 5%. Celui-ci lui sert désormais de prétexte pour couper (encore) dans les financements publics, notamment en matière d'écologie mais aussi de services publics comme l'éducation, la santé, le logement... Encore !

En campagne antisociale

À quelques jours du scrutin européen, Attal espère peut-être changer la réalité par son discours performatif, afin de limiter sa probable déroute électorale. C'est donc à Catherine Vautrin que revient d'ouvrir la campagne sur cette énième réforme antisociale... en nous la présentant comme une mesure indispensable. « On a un modèle social qui n'est pas suffisamment incitatif au retour à l'emploi », explique la ministre du Travail le 27 mai sur BFMTV, puisque, plus de 300 000 emplois n'auraient pas trouvé preneur selon elle. Doubé gagnant puisqu'au passage l'État vise 3,6 milliards



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

d'économies sur l'assurance chômage, soit 10% des dépenses de l'État. Une économie faite non pas sur le budget de l'armée ou sur le train de vie de l'État lui-même, mais sur la protection sociale, c'est-à-dire nos cotisations et notre salaire socialisé, notre bien commun. Augmenter les salaires, renforcer la protection sociale des salariéEs ne fait effectivement pas partie du modèle « social » du gouvernement ! C'est pourtant celui de notre camp social.

Pression sur les salaires

Ainsi, le projet de réforme prévoit de faire passer le seuil d'affiliation de 6 mois de travail sur 24, à 8 mois sur 20. Attal a annoncé le recul de l'âge permettant une indemnisation plus longue en fin de carrière. Le gouvernement prévoit aussi

de lier durée d'indemnisation et taux de chômage. La durée d'indemnisation, déjà réduite de 25% en 2023, pourrait l'être de 40% si le taux de chômage descend sous les 6,5%... Cette réforme aura des conséquences immédiates et terribles sur les jeunes, les femmes, ceux qui subissent la précarité de manière permanente. Pour « inciter » au retour à l'emploi, le gouvernement fait pression sur les salariéEs privés d'emploi pour qu'ils acceptent de travailler aux conditions voulues par l'employeur ! Après les cadeaux fiscaux, les exonérations de cotisations sociales, les contrats en alternance subventionnés, le gouvernement offre (encore!) deux cadeaux au patronat : une main-d'œuvre captive et peu chère et la casse à moyen terme de notre protection sociale

mutualisée ! Comme pour le système de santé ou des retraites, briser l'assurance chômage, son efficacité, ses leviers de solidarité, est indispensable pour le gouvernement ! La vendre à la découpe, c'est d'une part ouvrir à la marchandisation et à la financiarisation, et d'autre part retirer une arme, conquise de haute lutte après-guerre (voir page 7), à notre camp social.

Un système à bout de souffle

Présenter les travailleurEs les plus pauvres et les plus précaires comme des assistés pour mieux masquer que c'est l'ensemble du capitalisme en France, en Europe et partout dans le monde qui, depuis la crise de 2007-2008, est assisté, subventionné par des financements publics, des cadeaux fiscaux... dont les dettes elles-mêmes sont prises en charge, avec le soutien des systèmes coloniaux qui affament et oppriment une bonne partie de l'humanité.

C'est à une autre répartition des richesses, sans exploitation ni inégalités, que nous aspirons. Et, oui, c'est possible ! C'est possible d'« inciter au retour à l'emploi », en augmentant les salaires et en gardant une protection sociale mutualisée en l'améliorant, en la mettant sous le contrôle des travailleurEs mobilisés, organisés, ensemble, en harmonisant par le haut au niveau européen (voir page 5). Oui, c'est possible d'inventer un système économique qui produit autre chose que des inégalités, des guerres, des catastrophes. Dès maintenant, nous devons nous préparer à faire « caler » le gouvernement sur sa réforme de l'assurance chômage... et tout le reste !

Fabienne Dolet

Acturama



SOLIDARITÉ KANAKY, UNE MOBILISATION PROMETTEUSE À LYON

À l'initiative du NPA et de La France insoumise, un premier rassemblement a eu lieu le jeudi 23 mai à Lyon. Petit, car nous n'avions pu sortir l'appel que la veille. Il rassemblait une trentaine de Kanak dont certainEs organisés au Mouvement des Kanak en France – Auvergne Rhône Alpes et des organisations de la CGT à l'UCL. La solidarité a conforté les Kanak dans leur projet d'une réunion publique avec l'association Survie et leur volonté de s'allier aux autres luttes anti-impérialistes. Iels se sont donné rendez-vous à la prochaine manif Palestine... © NPA

GAZA La justice internationale et la rue disent « Assez ! »

Il y a d'abord eu l'annonce, le 20 mai, par le procureur de la Cour pénale internationale d'une demande de mandats d'arrêt à l'encontre de Netanyahu et de son ministre de la Défense, Gallant, ainsi que de Haniyeh, le chef du bureau politique du Hamas, Sinwar, son responsable à Gaza, et Deif, le chef de la branche militaire des Brigades Al-Qassam.

Mandats d'arrêt

Il est quasi certain que ces mandats seront confirmés par les juges tant les preuves sont considérables. Surtout, le procureur a cherché à s'en assurer, en sollicitant un panel d'experts et en poursuivant des mêmes qualifications l'ensemble des parties — même si les crimes constitutifs diffèrent. Les mandats se limitent aux crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis à partir du 7 octobre 2023, le crime de génocide n'est pas visé car plus difficile à prouver juridiquement. Évidemment, cette fausse équivalence a été l'objet de nombreuses critiques par les alliés d'Israël.

Ces mandats d'arrêt sont un préalable nécessaire à tout procès qui ne peut se tenir en l'absence de l'accusé. Surtout, une fois les mandats émis, l'ensemble des États parties auront une obligation de coopération, soit en théorie interpellé tout accusé qui voyagerait sur leur sol. Si l'on imagine mal que cela puisse arriver, il semble peu probable

Après huit mois d'un génocide qui se déroule inexorablement sous nos yeux, les événements des derniers jours semblent faire basculer le rapport de forces.



Le rassemblement appelé à Paris en réponse à l'offensive à Rafah est devenu au fil de la soirée du 27 mai une manifestation déterminée d'au moins 10 000 personnes. NPA

que Netanyahu prenne un tel risque. Cela acterait de l'isolement international du Premier ministre israélien.

L'état se resserre sur Israël

Ensuite, c'est la Cour internationale de justice qui rendait le 24 mai sa troisième ordonnance sur la violation par Israël de la Convention sur le génocide. Reconnaisant que l'offensive militaire à Rafah était d'une « d'une gravité exceptionnelle » pour les PalestinienNEs, la CIJ en a ordonné l'arrêt immédiat par 13 voix contre 2. Cette ordonnance n'est pas plus respectée que les

précédentes, elle marque tout de même un tournant après huit mois de massacres, autant que l'annonce de potentiels mandats d'arrêt à l'encontre de responsables israéliens. Elle vient resserrer davantage l'état du soutien acceptable à l'État sioniste pour les puissances impérialistes, alors que l'écrasante majorité des États ont annoncé une forme de soutien aux deux juridictions.

Moins de deux jours après, l'armée d'occupation avait déjà bombardé plus de 60 fois la ville de Rafah. Dimanche soir, c'est 8 bombes qui ont été larguées

sur un camp de réfugiés, faisant au moins 45 mortEs. Ce massacre a été d'une horreur absolue, un carnage dont les images ont fait le tour des réseaux sociaux dans un silence médiatique assourdissant en France. Des rassemblements spontanés et massifs se sont déroulés lundi, en Palestine et surtout à travers le monde, de Tunis à Tokyo. Alors que la gravité de ce qui se déroule à Gaza ne tient plus qu'à son soutien américain, nous savons déjà qu'il n'y aura pas de « retour à la normale » pour Israël.

Louisa D.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES L'urgence d'une rupture

En acceptant de « débattre » en tête-à-tête avec le RN jeudi dernier, Attal confirme le jeu dangereux auquel se livrent les apprentis sorciers macronistes : se mettre en scène comme prétendu barrage à leur meilleur ennemi, qui reste en tout cas le pire pour notre camp social. Attention danger!

À quelques jours de ces élections, on pourra sans nul doute se mettre d'accord sur le fait que de campagne, il n'y en aura point eu, ou si peu. La démocratie électorale des puissances aura rarement autant tourné à vide que ces dernières semaines. Point d'enjeu, même pas par rapport aux chaos militaires et coloniaux qui secouent le monde, des massacres en Palestine — dont l'affreux bombardement d'un camp de réfugiés à Rafah est la plus récente tragédie — à l'intensification de l'offensive russe contre l'Ukraine autour de Kharkiv. Seul reste le spectacle consternant du monde politique et de ses petits calculs pour préparer la suite.

C'est dans ce cadre qu'il faut apprécier les rapports de forces que, jour après jour, les sondages nous renvoient, et la façon dont en particulier le pouvoir en place entend répondre. Sa candidate, Valérie Hayer, a durablement dévié, privée d'un espace difficile à trouver tant la colère est grande contre ce gouvernement et tant les mesures mises en place par celui-ci déroulent un tapis rouge au Rassemblement national. Ainsi, Attal peut toujours affirmer que c'est pour lui « une fierté de ne pas être d'accord » avec Bardella sur la question de l'immigration, en réalité, de la sinistre loi asile

immigration poussée par Darmanin en décembre au Pacte migratoire voté par le Parlement européen il y a quelques semaines, les classes dirigeantes européennes — dont celle d'ici — n'ont aucune réponse alternative au logiciel raciste et rance de l'extrême droite. Et dans cette fuite en avant mortifère qui se joue sur son propre terrain, c'est le RN qui gagne, transformant le prochain scrutin en « référendum pour ou contre l'immigration » selon les mots de Bardella jeudi soir...

Prendre des forces en votant Union populaire

C'est bien leur Europe, construite avant tout pour satisfaire les banques et les marchés, et qui a bien vite su se faire forteresse contre les migrantEs, qui peut amener le pire, y compris en se préparant aux prochains conflits. Nous avons donc un besoin urgent de construire une alternative à ce cauchemar, dont les forces d'extrême droite — ici autour de Le Pen, Bardella, Maréchal, Zemmour et Cie, mais aussi aux Pays-Bas (où ils font alliance avec les amis de Macron), en Italie ou en Hongrie — sont l'incarnation la plus chimiquement pure.

Pour cela, il faut se préparer à ce que les résultats du 9 juin frappent fort notre camp social, avec un score très élevé pour l'extrême

droite... mais ce coup ne doit être que de semonce et ne doit pas nous assommer. Il y a une perspective, à la fois unitaire et radicale, à construire. La transformation profonde de l'écosystème qui permet en particulier à l'extrême droite de prospérer ne peut passer que par des ruptures sociales et démocratiques, même partielles.

Ce n'est certes pas le projet des forces social-libérales à gauche qui nous promettent pour la énième fois une « Europe sociale » que, pourtant, elles enterrent au quotidien dans leur co-gestion avec les droites européennes. Pour qu'existe une réelle alternative à cette Europe, pour rassembler nos forces dans la rue et dans les urnes, il y a donc urgence à donner le plus de voix possible à la liste la mieux placée pour réunir les suffrages exprimant une volonté de se battre, celle de l'Union populaire conduite par Manon Aubry. Une volonté de ne pas se résigner au pire à affirmer dans les urnes dimanche 9 juin, pour construire ensuite les luttes nécessaires sur nos lieux de travail ou d'études, et dans nos quartiers. Car nous avons plus que jamais besoin de victoires sociales pour construire une alternative à ce système inégalitaire et raciste et à l'Union européenne qui en est le produit.

Manu Bichindaritz

Bien dit

[Benjamin Netanyahu] a « joué » avec le Hamas pendant des années, en faisant en sorte que ce soit l'interlocuteur à travers la guerre, à travers la confrontation, de façon à pouvoir marginaliser l'Autorité palestinienne

JEAN-PAUL CHAGNOLLAUD (professeur émérite des Universités, directeur de la revue *Confluences Méditerranée*), France Info, 28 mai 2024

Agenda

Jeudi 30 mai, réunion publique du NPA sur l'Europe avec Miguel Urban, eurodéputé Anticapitalistas-État espagnol, Toulouse. À 20h, 9, rue Corneille, métro Arènes.

Vendredi 31 mai, soirée de soutien aux militantEs criminalisés, Alençon. À 18h30, au Chapêlmê, 41, chemin des Châtelets. Concert et petite restauration.

Samedi 1^{er} juin, réunion publique du NPA sur Lénine, Orléans. Avec Guillaume Fondu, auteur de *Que faire de Lénine?* aux Éditions Critiques. À 14h, salle des Chats-Ferrés, 3 bis, rue des Chats-Ferrés à Orléans.

Mercredi 12 juin, réunion débat en ligne «Après les élections européennes... Et maintenant, on fait quoi ?». À 19h30, zoom/Facebook live, forumalternative.org.

Samedi 30 juin, mobilisation écologiste pour les forêts, Guéret. À 14h30.

Du 20 au 27 juillet, rencontres internationales de jeunes (RI), Allier. Inscription : jeunes@nouveauanticapitaliste.org

Du dimanche 25 au mercredi 28 août, 16^e Université d'été du NPA, Port-Leucate. Au Village vacances Rives-des-Corbières à Port-Leucate. Accueil le samedi 24 août à partir de 14h, départ le jeudi 29 après le petit-déjeuner.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

L'Anticapitaliste.org

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



GRÈCE

La catastrophe de Pylos en procès

«Le tribunal juge irrecevables les poursuites, il déclare les accusés innocents». La sentence du tribunal de Kalamata, acquittant les 9 réfugiés égyptiens en prison depuis presque un an, a rendu furieux Mitsotakis, engagé dans une campagne européenne recherchant les votes de l'extrême droite.

Le 13 juin 2023, un bateau surchargé de réfugiés était signalé en détresse au large de Pylos (sud-ouest du pays). Les garde-côtes ont refusé pendant 15 heures de les secourir et qu'il leur soit porté secours pour finalement accrocher une corde, dont on ne sait toujours pas si ce n'était pas pour tirer le bateau en détresse vers l'Italie! Cette manœuvre a provoqué le naufrage, entraînant la mort de plus de 600 réfugiés, un véritable crime de masse. Aussitôt, le gouvernement a procédé comme dans d'autres cas (catastrophe ferroviaire de Tèmbi) : rejeter sa responsabilité en chargeant des individus ou même des victimes.



DR

Alors qu'ils risquaient la perpétuité comme « passeurs » criminels, le tribunal justifie ainsi la campagne de solidarité permanente avec les accusés : manif, concerts, rassemblements ont maintenu la pression pour la relaxe et pour l'inculpation des vrais coupables. Le 21 mai, la gauche était présente à Kalamata, aux côtés d'associations comme Keerfa ou Diktyo ou de syndicats. Espérons que cette victoire renforce la bataille antiraciste!

Répression anti-réfugiés

Au-delà du drame de Pylos, la pratique anti-réfugiés d'une droite très ouverte à l'extrême droite est quotidienne : plus de 2000 réfugiés sont en prison, accusés sans preuve d'être des passeurs. Mais le jugement de Kalamata ne pourra sûrement pas les aider : le tribunal ne s'est pas prononcé sur le fond, le drame ayant eu lieu dans les eaux internationales. On connaît aussi la pratique des refoulements, interdite mais couverte par Frontex, l'organisme de surveillance des frontières de l'Europe dont l'ancien dirigeant vient, comme il se doit, de rejoindre la liste du RN. De février 2022 à février 2023 : plus de 1000 refoulements en mer Égée, soit 28 000 réfugiés. Et on estime que depuis 2015, au moins 20 000 réfugiés se sont noyés en Méditerranée. Mais le récent accord européen sur l'immigration ne suffit pas à Mitsotakis : il vient d'écrire à la Commission pour réclamer des mesures plus dures...

Le combat continue!

Vengeance mesquine du pouvoir : le 24 mai, les 9 Égyptiens restent emprisonnés, sous des prétextes illégaux. C'est dire l'horreur d'une telle politique raciste, surtout que dans le même temps, le chef des nazis de Chryssi Avgi (Aube dorée), emprisonné comme chef d'une organisation criminelle, a eu droit à une libération anticipée, juridiquement possible, et que d'autres emprisonnés nazis demandent maintenant la même faveur! Voilà qui aurait provoqué la colère d'une journaliste franco-grecque qui vient de mourir : hommage à Angélike Kourounis, dont les documentaires sur les fascistes grecs ont aidé les mobilisations, et qui était évidemment une militante fermement antiraciste.

A. Sartzekis, Athènes, le 24 mai 2024

IRAN Les mollahs fragilisés, la lutte du peuple continue

La mort du président Raïssi, le 19 mai dernier dans un accident d'hélicoptère, n'affectera pas vraiment le fonctionnement de la République islamique. Dans le système institutionnel en place, le véritable pouvoir est détenu par le Guide qui décide des grandes orientations. Le président n'est que le numéro 2, un exécutant.

Cela dit, Raïssi était pressenti pour succéder au Guide, Ali Khameneï, âgé de 85 ans et malade. De ce point de vue, cette disparition fragilise la mollaharchie. Elle attisera les tensions au sein des clans qui se partagent le pouvoir et les richesses et ouvrira des brèches pour de futurs soulèvements populaires.

La mort de Raïssi a certes fait l'objet par le pouvoir d'une mise en scène de deuil national. À la va-vite, le régime va faire élire un nouveau président le 28 juin prochain. Mais ce qu'il faut retenir, ce sont les fêtes spontanées qui ont éclaté à l'annonce de la mort de Raïssi. De Téhéran à Sagez au Kurdistan (ville natale de Jina Mahsa Amini), la population a exprimé sa joie plus ou moins ouvertement, et ce, à défaut de pouvoir juger Raïssi pour ses crimes.

Le « boucher de Téhéran »

Car le CV de Raïssi explique largement la détestation populaire à son égard et à l'égard de



Ebrahim Raïssi, WIKIMEDIA COMMONS

la République islamique. Dans la décennie 1980, Raïssi a été procureur-adjoint de Téhéran. Sous les ordres de Khomeiny, il a mené la répression et fait exécuter une dizaine de milliers de prisonniers politiques à la fin de la guerre contre l'Irak. L'objectif du régime était d'éliminer toute possibilité de contestation et d'éradiquer la génération militante qui s'était opposée à la dictature du Shah mais qui

refusait également la dictature de la République islamique. Procureur-adjoint mais également bourreau, Raïssi a été dénoncé par des survivants de cette vague sanglante comme celui qui achevait de ses propres mains les opposants. Son rôle dans les exécutions de 1988 lui a valu le surnom de « boucher de Téhéran ».

Plus récemment, sous son mandat de président de la République, il a réactivé la brigade des mœurs. Il porte une responsabilité directe dans le harcèlement des femmes, dans la mort de Jina Mahsa Amini et dans la violente répression du soulèvement « Femme Vie Liberté ». Il a également fait emprisonner et torturer des dirigeants syndicaux, des écologistes, des militants des droits humains et de défense des droits des femmes ou des enfants, des artistes. Son bilan économique et social est désastreux. Frappée par une inflation de 70 %, près de 60 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Dans

le même temps, l'enrichissement des dirigeants du régime, des gardiens de la Révolution et de leurs proches atteint des sommets.

Solidarité des dirigeants du monde

On comprend pourquoi nul ne pleure la mort de Raïssi... personne sauf les dignitaires du régime, leurs alliés régionaux dont certains par campisme absurde et criminel, mais aussi les dirigeants de certains États européens ou de la région qui, à l'instar de la Turquie, ont proposé, pour que rien ne change, leur assistance dans l'espoir de retrouver Raïssi vivant. Même l'Otan a présenté ses condoléances... Quand il s'agit de sauver un chef d'État, la solidarité des dirigeants du monde est là, malgré les divergences.

Mais en Iran personne n'oublie que ces mêmes dirigeants régionaux et européens ne s'empressent jamais quand il faut sauver les milliers d'IranienNES victimes de catastrophes naturelles ou du régime lui-même. Personne n'oublie la politique migratoire criminelle de l'Union européenne qui refuse l'asile à celles et ceux qui fuient la dictature.

Dans leur lutte contre la République islamique, les peuples d'Iran ne comptent que sur leur propre force et sur la solidarité internationale par en bas.

Babak Kia

KURDISTAN Zehra Doğan acquittée!

La journaliste et artiste kurde Zehra Doğan a été acquittée de toutes les accusations de « propagande terroriste » en raison du manque de fondement juridique de ces accusations à la suite de son nouveau procès.

Doğan, arrêtée le 23 juillet 2016 dans le district de Nusaybin à Mardin en Turquie, avait été condamnée à une peine de 2 ans, 9 mois et 22 jours de prison à la suite de ses publications sur les réseaux sociaux. Ces messages ont été considérés par les autorités turques comme de la « propagande pour une organisation terroriste [PKK] ».

Modifications de la loi

Après environ deux ans d'incarcération, Doğan avait été libérée. Les modifications ultérieures de la loi ont conduit à un appel devant la Cour suprême, qui a abouti à un nouveau procès devant le 2^e tribunal pénal de Mardin.

Au cours de la procédure, le parquet a demandé l'acquiescement de Doğan, affirmant que les accusations portées contre elle n'étaient pas reconnues comme des actes criminels au regard de la loi. Elle avait été arrêtée à Nusaybin, une ville kurde martyre pilonnée et en partie détruite par l'armée turque, où elle faisait un reportage, et avait ensuite été incarcérée pour « appartenance à une organisation terroriste » et « propagande terroriste ». Doğan avait été libérée le 9 décembre 2016 par un tribunal de Mardin, mais condamnée à 33 mois de prison lors de l'audience finale du 2 mars 2017, pour avoir partagé ses peintures sur les réseaux sociaux. Profitant d'une libération momentanée, elle avait fui la Turquie et s'était réfugiée en Europe.

Procès de Kobané

Cette bonne nouvelle ne doit pas faire oublier les condamnations qui viennent de tomber dans le procès dit de « Kobané ». En 2014, alors que la ville de Kobané au nord-est de la Syrie était assiégée par Daesh, le HDP (Parti



ZEHRA DOGAN, REFIK EKIN / WIKIMEDIA COMMONS

démocratique des peuples) avait appelé à des manifestations pacifiques de solidarité en défense de la ville. Ces manifestations avaient été attaquées par l'extrême droite nationaliste donnant lieu au saccage et à l'incendie de nombreux locaux du HDP. Poursuivies pour « pour meurtre, incitation à l'insurrection et atteinte à l'intégrité et l'indivisibilité du pays » de nombreuses personnalités et élus du HDP ont été condamnés à des peines extrêmement lourdes. Selahettin Demirtas, l'ex-copresident du HDP, déjà emprisonné depuis 2016, a été condamné à 20 ans de prison pour « aide à la perturbation de l'unité et de l'intégrité de l'État » et à 4 ans et 6 mois de prison pour « incitation à commettre une infraction ». Il a été condamné en outre à 2 ans et 6 mois pour son discours lors du Newroz le 21 mars 2016 et à 1 an et 6 mois pour « incitation à désobéir à la loi » lors de son discours à Diyarbakir le 29 février 2016. Un total de 42 ans et demi de prison!

Figen Yüksekdağ, 19 ans d'emprisonnement sans remise de peine. L'ancienne co-présidente du HDP est maintenue en détention. Mme Yüksekdağ est condamnée à un total de 32 ans et 9 mois de prison.

Ahmet Türk, personnalité très connue et co-maire de la métropole de Mardin, qui vient d'être élu en mars à une très large majorité, a été condamné à dix ans de prison pour « appartenance à une organisation illégale ». Ce ne sont que quelques exemples de la répression féroce exercée par le régime de l'AKP, le parti islamiste de RT Erdogan et du MHP, parti d'extrême droite, les fameux « Loups Gris ».

Pendant ce temps, que fait le gouvernement français? Le parquet anti-terroriste ordonne des perquisitions et des arrestations de militants kurdes réfugiés en France, ordonne à la police belge de perquisitionner les locaux des télévisions kurdes à Denderleu, près de Bruxelles. Elle en profitera pour saccager les locaux et couper la possibilité d'émettre. Le gouvernement français expulse des militants kurdes vers la Turquie sachant parfaitement qu'ils seront emprisonnés et torturés à leur arrivée.

Cette collaboration active avec un régime dictatorial qui emprisonne journalistes, écrivainEs, éluEs et militantEs politiques pour des décennies pour des délits d'opinion doit cesser tout de suite!

Mireille Court

À lire sur le site



Mali: L'impératif de paix, par Paul Martial



États-Unis: À la Cour suprême, réaction et corruption, par Dan La Botz

L'EUROPE QUE NOUS VOULONS

Le chiffre
25 000

C'est le nombre de migrantEs ayant disparu ou perdu la vie en Méditerranée depuis 2014 en tentant de rejoindre l'Europe.

L'Europe que nous voulons est l'exact contraire de l'UE libérale, autoritaire et xénophobe construite loin des peuples par les États qui la composent! Notre Europe se veut ouverte, «partageuse», égalitaire, respectueuse de nous touTEs et du vivant. C'est à une transformation révolutionnaire que nous appelons, qui ne pourra passer que par des luttes fortes et unitaires. Dans ces élections européennes, nous mettons en débat quelques-unes des priorités que nous jugeons essentielles. **Par Roseline Vachetta.**

Une Europe sociale

À coups de traités secrètement décidés dans les sommets européens, les États organisent la concurrence entre les salariéEs des différents pays. L'objectif est de tirer l'ensemble des salaires directs et socialisés vers le bas, ce qu'ils appellent faire baisser le coût du travail. Avec comme conséquence, l'augmentation des profits pour une poignée et la paupérisation pour le plus grand nombre. Avec les inégalités, entre femmes et hommes, entre autochtones et étrangerEs, ces dirigeants nourrissent nos divisions et les racismes qui font le lit de toutes les extrêmes droites.

Il s'agit maintenant de se battre ensemble pour arracher l'harmonisation par le haut des législations sociales, une protection sociale (Sécurité sociale, assurance chômage) gérée par les travailleurEs, l'indexation des salaires sur l'inflation et la suppression des discriminations. Et de gagner des droits nouveaux, par exemple le droit à l'IVG, à la parentalité pour les couples homosexuels dans tous les États européens. De partager le temps de travail et les richesses produites, car c'est possible de travailler moins (28 heures sur 4 jours) et de vivre bien de son salaire.

Une Europe solidaire

Tous les traités européens depuis 1957 ont élargi les domaines de la marchandisation ou l'ont accentuée. Ils ont détruit à coups de régularisations ce que nous avons conquis à coups de luttes : nos biens communs, la santé, les protections sociales, l'éducation, les transports, le logement, l'électricité, l'eau, la poste, les télécommunications, l'audiovisuel, la culture! Détruit aussi ce principe solidaire : « À chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ».

Non, tout n'est pas à vendre! Partout en Europe, des syndicats et des collectifs d'usagerEs exigent la gratuité pour les transports publics, l'école et l'université, les premiers mètres cubes d'eau et kilowatts d'électricité...

Nous avons besoin d'outils qui bâtissent du commun, de services publics gérés par notre classe et accessibles à touTEs, comme les centres de santé sur certains quartiers, mais aussi de moyens colossaux pour l'éducation et la santé, les transports, le logement social, grands services publics sinistrés. Nous nous battons pour la réorientation des dépenses militaires inutiles et dangereuses, augmentées



PHOTOTHÈQUE ROUGE

Nous défendons la liberté de circulation et d'installation des personnes, le droit à l'asile inconditionnel, la régularisation de touTEs, l'égalité des droits au travail, aux prestations sociales et à l'ensemble des services publics

en six ans de 123% en Europe, vers des investissements indispensables à nos vies.

Une Europe écosocialiste

agriculture locale, produite par des paysans qui puissent vivre de leur salaire et cultiver sagement la terre.

Une Europe ouverte et accueillante

La Méditerranée est une scène de crime, 25 000 personnes y ont péri depuis 2014. Avec le NPAM (Nouveau Pacte asile et migration), les dirigeants de l'UE vont plus loin. Il s'agit de trier les personnes sans papiers à la frontière, selon leur pays d'origine et les besoins des économies européennes, de les enfermer pour vérification d'identité, ce qui peut durer des semaines, et d'en expulser un maximum dans la foulée. Pour cela, les moyens financiers sont là : création de nouveaux centres de rétention, augmentation des postes liés à la répression et financement énorme pour Frontex. **Nous défendons la liberté de circulation et d'installation des personnes, le droit à l'asile inconditionnel, la régularisation de touTEs, l'égalité des droits au travail, aux prestations sociales et à l'ensemble des services publics.** Nous voulons une réorientation du budget de Frontex vers le soutien aux personnes qui ont besoin d'être secourues, géré par des associations de solidarité. Enfin, nous militons pour l'ouverture des frontières meurtrières qui protègent l'Europe forteresse contre les migrantEs.

Les dirigeants de l'UE continuent leur folle course aux profits même s'il est de plus en plus difficile de vivre sur cette Terre, notamment pour les populations du Sud et les plus pauvres au Nord. Le réchauffement climatique, la détérioration des sols et la déforestation provoquent de plus en plus de catastrophes. Crues et sécheresses violentes, épidémies et famines se succèdent de plus en plus vite.

Il faut les arrêter, leur enlever leur pouvoir de nuire, ça passe par la réquisition sous le contrôle des travailleurEs et des usagerEs, de l'industrie alimentaire, de celle du médicament et de l'énergie. Nous voulons abandonner toutes les productions inutiles, dangereuses pour les humains, pour la terre, en Europe mais aussi à l'étranger. Réorienter l'économie vers nos besoins réels, ça passe par la fixation d'objectifs précis de sobriété-efficacité des bâtiments, le développement des énergies de flux à la place des énergies de stock (fossile et nucléaire). En agriculture, la fin des pesticides, l'interdiction des fermes-usines, le développement d'une agriculture de proximité et l'embauche d'un million d'agriculteurEs. Nous voulons une sécurité sociale de l'alimentation (SSA) pour touTEs, qui s'appuiera sur une

Une Europe démocratique

Pas de démocratie possible dans le cadre des traités européens, il faut rompre avec ceux-ci, et remettre en question

toutes les décisions prises au nom de la concurrence libre et non faussée à l'intérieur de l'UE, mais aussi à l'extérieur. Comme les accords économiques et commerciaux qui sont un outil politique important au service de la mondialisation ultralibérale. Ils permettent une plus grande marchandisation des marchés publics notamment et développent un rapport néocolonial avec les pays les moins développés. Avec la course aux armements, ils contribuent à la réorganisation économique entre les différents impérialismes.

De plus, nous exigeons, avec de nombreuses autres organisations, la levée définitive de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël.

Nous défendons le droit à la résistance armée et non armée face à l'occupation, en Ukraine en particulier mais aussi en Palestine et en Kanaky, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et l'annulation de la dette.

Face au danger de l'extrême droite dont la menace grandit à mesure que l'offensive capitaliste s'étend, il y a urgence à réclamer une Europe démocratique des travailleurEs et des peuples que nous imposerons par nos mobilisations et le rapport de forces collectif.

Une Europe démocratique serait une coopération entre les peuples européens qui décideraient des contenus et des moyens de cette coopération.

Mais il n'y aura pas non plus de réelle démocratie sans élimination de toutes les oppressions quelles qu'elles soient. C'est pourquoi nous sommes engagéEs dans les luttes contre toutes celles-ci.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

En bref

Sarthe. Répression des luttes pour un service public en santé mentale de qualité. Une infirmière de l'EPSM (Établissement public de santé mentale) de la Sarthe est menacée de 21 jours de mise à pied sans solde par la direction de son établissement après une action syndicale. Le 16 janvier dernier, pendant un CSE, des salariéEs grévistes sont intervenuEs pour manifester leur colère auprès d'une direction sourde à leurs revendications. Depuis plusieurs mois, les personnels de l'EPSM mènent une lutte pour dénoncer la dégradation des soins et de leurs conditions de travail, pour défendre un hôpital public au service de ses usagerEs. Les salariéEs déplorent « les fermetures de lits (180 en huit ans) »¹, l'augmentation ahurissante des délais de consultation de spécialistes (psychologues ou psychiatres), la dégradation de la santé des personnels (explosion du nombre d'arrêts maladie). *Mediapart* alertait dans un article publié le 4 mai dernier sur les contentions illégales pratiquées dans cet établissement à cause du manque de psychiatres². C'est dans ce contexte de forte mobilisation des personnels de l'EPSM que la direction a saisi l'occasion de réprimer sévèrement une opposante non syndiquée. À la suite d'échanges très tendus entre les soignantEs et la direction, ses propos ont été déformés et sortis de leur contexte. Des enregistrements audio et vidéo en témoignent. Une procédure disciplinaire a été lancée à l'encontre de la soignante. Les syndicats CGT et FO de l'EPSM appellent à une grève et à un rassemblement mardi 28 mai à 15 heures devant l'établissement pour soutenir l'infirmière alors qu'elle passera en conseil de discipline.

Théo, NPA Le Mans

1— Extrait de la tribune CGT-FO EPSM (<https://www.sweetfm.fr/greve-a-l-hopital-psychiatrique-d-allonnes-les-soignants-signent-une-tribune>)

2— Caroline Coq-Chodorge, « Contentions illégales, suicides: la Sarthe, poste avancé de la débâcle de la psychiatrie », *Mediapart*, 4 mai 2024.

Éducation. Contre le « choc des savoirs », pour un « choc des moyens ». Samedi 25 mai, une intersyndicale de l'éducation incluant la CFDT et l'UNSA ainsi que la FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves) appelait à des manifestations dans toute la France contre la réforme portée envers et contre tout par Gabriel Attal.

Des manifestations se sont déroulées dans tout le pays, réunissant des dizaines de milliers d'enseignantEs et de parents. Ce n'était pas un déferlement mais bien l'expression de l'enracinement de convictions. D'abord du refus du projet de transformation de l'école publique. Refus du renoncement au projet d'une école conçue comme un socle éducatif commun pour toute la jeunesse. Refus d'une école systématisant le tri social pour sélectionner les futurs cadres et discipliner les futurs exécutants. C'était également l'expression d'une conscience du rapport de force. Comme Blanquer avant lui, Attal met en jeu son autorité. Il balaie toutes les expertises de terrain qui invalident la capacité à mettre en œuvre son projet. Il veut prouver sa détermination à imposer sa « vision » pour l'école.

Alors que les réunions de préparation de la rentrée se multiplient, tous les problèmes posés par cette réforme se concrétisent. Il est de plus en plus évident que la rentrée de septembre n'aura rien à voir avec les conditions au nom desquelles Attal mettait en avant sa réforme, celles d'une prétendue amélioration des conditions de travail des élèves et de leurs enseignantEs.

Le manque d'enseignantEs en particulier en maths et en français (pas assez de candidats pour les postes mis au concours) provoquera inévitablement une embolie des groupes de niveaux. Les enseignantEs du 1^{er} degré vont être transformés en évaluateurs et évaluatrices qui éduquent des compétiteurs maîtrisant les codes et broient les autres.

Autant dire inacceptable, et cette journée du 25 mai ne pouvait qu'appeler à utiliser tous les interstices permettant d'accélérer la faillite de cette loi pour aboutir à son abandon.

Commission Éducation nationale

ÉCOLOGIE Libérez les berges de la Seine du béton : stop Greendock, stop répression!

Un monstre de béton : 600 mètres de long, 35 mètres de haut (2 stades de France côte à côte), 1200 rotations de véhicules par jour. Même s'il est prévu sur une zone déjà occupée par des entrepôts, sa taille — qui plongera les berges dans l'ombre (et la pollution atmosphérique lumineuse et sonore 24 h/24) — est la promesse de destruction de la zone Natura 2000, en face de Greendock, la pointe sauvage de L'Île Saint-Denis, qui accueille à la fois les promeneurs et une riche biodiversité. Refuge pour beaucoup d'oiseaux, dont des espèces rares et protégées, de même que beaucoup de plantes.

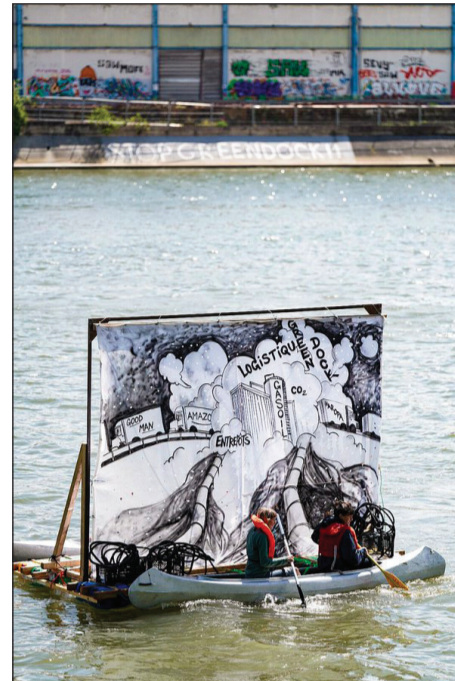
Mensonge écologique

La multinationale australienne Goodman (pas plus good que green) avance l'argument du transport fluvial écologique. Mais outre que les petits 15% annoncés sont un de ses mensonges, cela ne concerne que l'aval, l'arrivée des marchandises, ensuite c'est camions... dans une banlieue déjà surpolluée par le transport routier. Et l'entrepôt est à l'extrémité du port, sur les berges, et non sur les darses, des quais aménagés pour le transbordement des marchandises. Le fret fluvial, c'est le greenwashing de la mondialisation de la fabrication et du transport des marchandises : par exemple, le futur canal Seine-Nord, monstre dévoreur d'eau, de terres agricoles, de béton et de biodiversité, construit parce que le canal Nord est trop étroit pour les gros transporteurs, et qui en fait ne pourra pas remplacer les camions.

Mensonge social

700 emplois annoncés... Un mensonge, comme les hauteurs et les volumes annoncés. Une grande partie, ce seront des CDD aux périodes de pointe, et la logistique est le secteur qui a le plus recours à l'intérim (25%), celui où la pénibilité est la plus forte (avec le BTP) et les conditions de travail sont encore plus dégradées chez les sous-traitants. Les maladies professionnelles y sont telles qu'il

Samedi 25 mai, à l'appel des Soulèvements de la terre, avec une quinzaine d'associations, syndicats et collectifs, plus de 2000 personnes ont marché de Gennevilliers à L'Île Saint-Denis contre le projet Greendock: entrepôt de logistique géant sur les bords de la Seine.



SOULÈVEMENTS DE LA TERRE

est difficile de travailler plus que quelques années dans la logistique. De plus, une part de ces emplois sont déjà sur le port, puisqu'un des gros transporteurs, Schenker, se déplacera sur Greendock.

Violences policières

Au milieu du parcours, une partie du cortège a tenté de faire un détour pour se diriger vers les zones logistiques, en passant par le parc des Chanteraines. Grenades de désencerclement, tirs de flashballs, 53 personnes interpellées. Les images des arrestations sont glaçantes : LBD braqué à quelques centimètres de la tempe d'une personne

plaquée au sol, genou sur la gorge, des dizaines de personnes plaquées au sol sous la menace des armes.

Vendredi, 175 personnes étaient placées en garde à vue lors d'une action contre Total, lors d'une nasse policière ayant duré huit heures.

Arrêt d'urgence!

Chaque année, 2 millions de mètres carrés d'entrepôts logistiques sont construits en France : c'est le capitalisme de la sous-traitance mondialisée et du travail en miettes. Chômage, maladies professionnelles, pollution, perte de biodiversité... Stop Greendock!

Isabelle Guichard

Pour en savoir plus : <http://reporterre.net/Un-entrepot-logistique-menace-un-site-ornithologique-en-Seine-Saint-Denis>
<https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/240524/dans-le-93-les-riverains-se-mobilisent-contre-un-monstre-de-beton>

À lire sur le site



Six condamnés du 8-12 font appel..., par Anna Ralebolle



Voter pour le Parti communiste, une impasse stratégique



Retour de flamme pour madame la maire de Millau

VIOLENCES CARCÉRALES

Notre classe dit non à la prison!

Pour la quatrième année consécutive, se tient la journée nationale contre les violences carcérales. Lancée en 2021 par la maman de Idir Mederess au sein du collectif Nous sommes Idir et du réseau Vérité et justice, cette journée vise à dénoncer les mauvais traitements fréquemment infligés aux détenuEs, allant parfois jusqu'à la mort — Idir est supposé s'être « suicidé » — et à obtenir la justice et la vérité pour les victimes, ainsi que la suppression du mitard. Au cours du rassemblement tenu à Rennes face à la prison des femmes, est avancée également la revendication de la suppression des scandaleuses fouilles à nu.

Présenté au mois de mai, le rapport 2023 de la Contrôleuse générale des lieux de privation de liberté (CGLPL) est accablant... comme chaque année ! Dominique Simonnot y signale encore une fois l'état « dégradé » des sites qu'elle a visités et dénonce encore et toujours la surpopulation carcérale. Chaque mois, le record de la population carcérale est battu, avec la garantie de l'être encore le mois suivant. La mesure, au mois d'avril 2024, est de 77 450 détenuEs pour 61 470 places opérationnelles. Cela signifie que, selon la loi, près de 16 000 personnes incarcérées ne devraient pas l'être ! Les conditions de détention sont dramatiques dans les maisons d'arrêt (courtes peines et détention préventive). Avec un taux d'occupation moyen de 150% (avec des pointes à 250%),



NPA L'ANTICAPITALISTE

la promiscuité augmente, les « bâtiments se dégradent vite », l'hygiène est « défallante ». Simonnot continue en vain de préconiser la mise en place d'un système de régulation qui a, cette année, fait l'objet d'un projet

d'amendement de députéEs Nupes dans le cadre de l'examen du projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de la Justice. Nous savons depuis longtemps que l'incarcération repose sur

une injustice de classe... Alors pourquoi les organisations syndicales et politiques de notre classe se désintéressent-elles autant des questions liées à la prison ? N'est-il pas temps de mettre sérieusement en débat dans nos organisations les revendications démocratiques que nous devrions porter pour améliorer le sort des incarcéréEs, juguler les politiques du tout-enfermement, nous opposer à la construction de nouvelles prisons, obtenir enfin la régulation tant demandée par touTEs maintenant ? Et quand oserons-nous poser dans nos organisations le débat de l'abolition de la prison, de ses alternatives, d'une justice réparatrice ? À quand un grand mouvement de masse de notre classe pour empêcher l'enfermement de tant d'entre nous ?

Anna Ralebolle

La Libération, le Débarquement... et le soulèvement populaire

Quatre-vingts ans après le jour le plus long, retour sur le rapport de forces entre les classes au moment du Débarquement.



André Calvès, militant de la IV^e Internationale (à côté de l'homme à la veste blanche sur la droite) conduit avec sa brigade FTP Saint-Just une colonne de prisonniers allemands à la caserne de Reuilly en août 1944.

La révolution n'aura pas lieu !

La défaite de Vichy est d'abord et avant tout une défaite de la bourgeoisie, qui a massivement préféré Hitler au Front populaire. La Libération constitue de ce point de vue une revanche sociale pour les classes populaires, que la guerre, la désorganisation économique et l'occupation avaient réduites à la misère.

La mise en place d'un pouvoir ouvrier

Appuyé sur les milices populaires qui arrêtaient les collaborateurs, les accapareurs et tous ceux qui avaient profité de la guerre pour s'enrichir au détriment des classes populaires, un pouvoir ouvrier se met en place en France durant l'été 1944. Dans les villes et les départements, des comités de libération se constituent, le plus souvent animés par des militantEs communistes. Dans les usines, la classe ouvrière relève la tête, imposant des augmentations fortes de salaire, assorties aussi souvent d'un contrôle sur la production.

La politique contre-révolutionnaire de Thorez

Telle n'est toutefois pas la politique de Staline, que la direction du PCF va mettre en musique. Occupés à se partager le monde avec les Américains, les Soviétiques ont imposé au PCF une ligne de construction d'un « front national » avec De Gaulle et la bourgeoisie. Doigt sur la couture du pantalon, la direction du PC a appliqué cette stratégie, en entrant en 1943 dans le Conseil national de la Résistance, que De Gaulle a mis en place, moyennant quelques concessions sociales (nationalisations, Sécurité sociale, etc.). À la veille du Débarquement, le PC est même entré dans le gouvernement provisoire de la République française, que De Gaulle a mis en place.

La direction du PCF doit toutefois faire face à l'incompréhension de ses militantEs, qui veulent pousser leur avantage sur le terrain et pour certains sont prêts à prendre le pouvoir. Les FTP n'entendent pas rendre leurs armes et refusent souvent d'obéir aux fonctionnaires du gouvernement, tandis que la CGT multiplie les grèves et les occupations. Revenu en novembre 1944 de son exil en URSS, Thorez est scandalisé par cette situation et s'attache à reprendre le contrôle du PCF et du mouvement ouvrier.

Thorez impose aux milices communistes de rendre leurs armes et exige qu'elles se soumettent aux ordres des préfets nommés par le gouvernement provisoire. Il s'attache à recadrer les espoirs de la classe ouvrière, dénonçant les syndicalistes qui veulent faire grève, mais aussi les tire-au-flanc qui sabotent le redressement national en se mettant en maladie. Le PCF devient ainsi le parti du travail et non plus des travailleurs, en donnant pour modèle les ouvriers qui acceptent de travailler gratuitement au service de la reconstruction du pays. Il soutient aussi le rétablissement de l'autorité de la France dans ses colonies, ce qui amènera le PCF à dénoncer l'insurrection algérienne du 8 mai 1945 comme un soulèvement dirigé par des « agents hitlériens ».

Laurent Ripart

Thorez impose aux milices communistes de rendre leurs armes

Juin 1944, le débarquement de Normandie pour quelle libération ?

En mai 1943 est planifié le Débarquement. La guerre vient de connaître deux tournants décisifs : la défaite allemande à Stalingrad en février 1943, stoppant la vague des victoires nazies, et l'arrêt de l'expansion japonaise dans le Pacifique.

Le second front

L'ouverture d'un second front à l'Ouest avait été annoncée en mai 1942, mais Churchill, anticommuniste acharné, avait persuadé les États-Unis de retarder le débarquement pour affaiblir au maximum les Soviétiques. Mais ceux-ci remportent une victoire décisive en juillet 1943 lors de la bataille de Koursk (entre Kharkiv et Belgorod) : la guerre ne peut plus être gagnée par les nazis.

Il est urgent pour les capitalistes occidentaux — qui avaient engagé une guerre d'usure par des bombardements massifs de l'Allemagne et de l'Europe de l'Ouest touchant principalement les populations civiles et dans lesquels moins de 20% des bombes visaient les sites industriels et les bases de sous-marins¹ — de rattraper le terrain perdu, car le débarquement en Afrique du Nord en 1942, puis en Italie en septembre 1943 n'avait pas la même importance stratégique.

La crainte de la révolution

Tous les possédants ont en mémoire la montée révolutionnaire à la fin de la Première Guerre mondiale et redoutent la reproduction de cette situation. Ils sont inquiets des formes de résistance existant en Europe, qu'ils ne contrôlent pas. Les Américains n'ont aucune confiance en De Gaulle qu'ils estiment n'être qu'un pantin du PCF et de l'URSS. Ils craignent la dynamique de la résistance populaire et, en son sein, l'influence des commu-

La Libération est aussi le fruit de la Résistance, renforcée par les milices patriotiques en extension constante, dans un mouvement insurrectionnel d'une ampleur inédite

nistes. Car les gens combattaient parce qu'ils avaient faim, parce qu'ils étaient surexploités, parce qu'il y avait des déportations massives de travailleurEs en Allemagne, des exécutions de masse, des camps de concentration, parce qu'il n'y avait aucun droit de grève, parce que les syndicalistes et les militantEs étaient mis en prison.

On connaît la résistance armée, mais il y a des manifestations populaires, comme la marche de la faim de 5 000 femmes devant l'Hôtel de ville de Paris le 19 mars 1944, les émeutes pour le charbon. Contre les élites au pouvoir, la résistance est animée d'un anticapitalisme vague, condamne l'affairisme, le parlementarisme, la trahison des classes dirigeantes, identifie la grande bourgeoisie avec le régime de Vichy.

Un jeu à plusieurs acteurs

Les États-Unis cherchent une solution politique, une sorte de « Vichy sans Vichy » appuyé sur les élites françaises collaborationnistes, soucieuses de négocier le passage de l'ère allemande à la Pax americana. D'abord avec Darlan, puis Giraud, puis Pucheu. Mais la création du Conseil national de la Résistance (CNR) en mai 1943, l'unification des résistances en décembre 1943 donnent à De Gaulle un poids politique qu'ils ne pourraient occuper.

Si la Libération vient de l'avancée à partir de la Normandie et de la Provence à partir du 15 août 1944, elle est aussi le fruit de la Résistance, renforcée par les milices patriotiques en extension constante,



Tract/affiche du journal du Parti communiste internationaliste du 11 août 1944, pour aider à la libération de Paris par la grève générale.

dans un mouvement insurrectionnel d'une ampleur inédite. Prises d'otages, représailles, liquidation de résistants répondent aux innombrables actions de la Résistance.

Derrière les combats sur les plages normandes, dans les bombardements destructeurs des villes (Caen, Cherbourg, Le Havre et Rouen), plusieurs enjeux se croisent : la défaite de l'Allemagne nazie, les conditions de l'affrontement entre les puissances impérialistes et l'Union soviétique, les conflits en France entre la politique américaine, celle de De Gaulle et les aspirations de la résistance populaire.

Patrick Le Moal

¹ — Ernest Mandel, *Sur la Seconde Guerre mondiale*, Éditions La Brèche, 2018, p. 154.

KANAKY « L'État a choisi son camp, le maintien de la Nouvelle-Calédonie au sein de la République »

Après le vote du dégel du corps électoral en Kanaky Nouvelle-Calédonie, qui rompt avec les accords de Nouméa signés à la fin des années 1990 et le processus de décolonisation de l'archipel, en vue de son accession à l'indépendance, après plus de 170 ans de colonisation de la Kanaky par la France. Exténuée par la surdité du gouvernement français et une situation sociale dégradée profondément injuste, qui discrimine majoritairement les populations kanak, une partie de celle-ci et notamment la jeunesse s'est soulevée. Des actions de blocage des routes et de quartiers ont eu lieu. Dès lors, des milices de colons armés se sont mis en place. Entretien avec **Rock Haocas** de l'USTKE, l'Union syndicale des travailleurs Kanak et exploités, et **Dominique Fochi**, secrétaire générale de l'Union calédonienne.

Comment les événements ont démarré là il y a quelques jours en Kanaky ?

Dominique Fochi : Tout ça aurait pu être évité si on nous avait écoutés. Déplacer autant de militaires, des GIGN, ça coûte de l'argent. Il fallait tout simplement retirer le projet de texte, parce qu'on avait expliqué, que ce soit aux parlementaires, au gouvernement, nos différents responsables ont expliqué aux différents représentants de l'État, le danger que représentait cette réforme. Nous, on est arrivés dans le cadre d'une mission de lobbying auprès des députés. Ça fait trois semaines qu'on est là. On est arrivés avant la commission des lois de l'Assemblée nationale et avant la séance publique, on a rencontré tous les groupes politiques de l'Assemblée nationale pour leur expliquer les dangers et les risques encourus en Nouvelle-Calédonie. Tout simplement parce que les 35 ans de paix au biais des accords de Matignon et des accords de Nouméa ont été construits sur des principes. Le premier, c'est celui du consensus. Or, ce projet de loi constitutionnel a été déposé sans consensus local. Le deuxième, c'est l'impartialité de l'État. Le titre 1 de l'accord de Matignon, qui a été signé au sortir des événements des années 80, une quasi guerre civile en Nouvelle-Calédonie, était : « La paix durable en Nouvelle-Calédonie est un État impartial au service de tous ». Donc, c'était sur ces principes-là qu'étaient basés le dialogue, les équilibres qui ont été trouvés dans le cadre des accords de Matignon et de Nouméa. Tous les gouvernements successifs se sont attachés à suivre cette voie-là. La Nouvelle-Calédonie est un territoire colonisé par la France. C'est une histoire douloureuse entre le peuple Kanak et les représentants de la France. Il y a eu différentes révoltes. Ces 35 ans de paix ont réussi un petit peu à rétablir les équilibres, même s'il y avait beaucoup de choses qui restaient à faire. Depuis la 3^e consultation du 12 décembre 2021, l'État a choisi son camp, c'est-à-dire le camp de ceux qui sont pour le maintien de la Nouvelle-Calédonie au sein de la République. Même si d'autres gouvernements avant l'ont annoncé, ils n'avaient jamais autant de partis pris depuis l'imposition de la 3^e consultation, sans que le peuple Kanak n'ait participé. L'État français a choisi de reconnaître et de valider les résultats, donnant comme perspective à la Nouvelle-Calédonie un statut définitif au sein de la République. Depuis 2021, on alerte sur les risques pour



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

la paix civile en Nouvelle-Calédonie, que les poignées de main de Jean-Marie Tjibaou et de Jacques Lafleur ont été construites pour concilier ses équilibres. En déposant le projet de loi constitutionnel, Emmanuel Macron, le président de la République ainsi que le gouvernement, sont revenus sur le tabou. C'est un tabou pour nous, c'est celui de la paix de main entre Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur. Il ne fallait pas déposer ce projet de loi constitutionnel. L'État français sort unilatéralement de l'accord de Nouméa sans qu'une des parties soit d'accord. C'est ça le problème.

Il y a eu des appels à la grève, puis il y a eu des barrages sur les routes, et quelques actions de perturbation. Était-ce spontané ? Vous y attendiez-vous ?

Rock Haocas : En fait, l'insurrection était prévisible, mais la spontanéité a surpris tout le monde, puisque la société n'a pas appelé à faire des exactions. Aujourd'hui, il faut trouver une solution politique. Il y a beaucoup de décès, beaucoup sont des jeunes. Le fait d'envoyer le GIGN, de couper TikTok, l'état d'urgence, de rajouter une privation de liberté à une situation qui est déjà compliquée, la réponse sécuritaire ne répond pas à la cause du problème. À côté de ça, il y a des milices qui circulent, et donc ça oblige chacun à se protéger. Le réveil est populaire, mais c'est aussi la résultante d'une politique mise en place jusqu'à aujourd'hui, à la main de la droite locale, et des inégalités sociales aussi. Donc c'est le résultat d'une politique qui est mise en œuvre. Depuis la prise de possession en 1853, les Kanak se sont opposés à la colonisation, mais ils construisent un projet de société avec l'ensemble des personnes qui sont sur ce pays. Le fond du problème, c'est la colonisation et la volonté de la population kanak, principalement concernée par la colonisation, de construire un autre

pays, un autre modèle, différent des modèles occidentaux, et de sortir de ce système qui oppresse le peuple du pays. Tant qu'on n'a pas résolu ce problème-là, il y aura toujours des révoltes. Aucun pays dans le monde n'a accepté la colonisation.

Pouvez-vous nous expliquer un peu quel est le projet de société que vous défendez pour la vie de votre pays après l'indépendance ?

D. Fochi : C'est vrai que l'histoire de la Nouvelle-Calédonie, c'est l'histoire de la colonisation mais d'un melting-pot aussi. Il y a eu la colonisation libre, la colonisation pénale, l'arrivée des travailleurs, les Wallisiens, les Javanais, les Japonais, ce qui fait aujourd'hui que la Nouvelle-Calédonie est un territoire, une mosaïque culturelle où il y a plusieurs communautés avec le peuple kanak. Les Kanak représentent à peu près 40 % de la population, ensuite il y a les caldoches et puis les autres communautés. On n'a jamais appelé à mettre dehors qui que ce soit. Au congrès de la Nouvelle-Calédonie, la majorité sur laquelle les indépendantistes s'appuient, c'est l'Éveil océanien, un parti politique qui regroupent des personnes issues de la communauté wallisienne et futunienne. Un certain discours nous prête l'intention de virer les Wallisiens, les Blancs, etc. Mais c'est impensable, puisqu'en juillet 1983, avec l'accord de Nainville-les-Roches, le FLNKS et les coutumiers ont ouvert le droit à l'autodétermination partagé avec les autres communautés qui sont arrivées sur le territoire dans le cadre de la colonisation. C'est unique au monde. À l'ONU, aucun peuple colonisé au monde n'a partagé son droit à l'autodétermination. C'est ce qui a permis aux autres, justement, aux autres communautés, de pouvoir voter au référendum puisque c'est un geste, c'est une main tendue du peuple kanak aux autres, pour pouvoir faire peuple et pouvoir construire un pays souverain indépendant. Et

ça, il y en a plein aujourd'hui qui ne l'ont pas compris, qui ont des raisonnements simplistes pour dire qu'on veut rejeter les autres. Le principe, il est simple. Il faut nous respecter et puis c'est tout. Il faut se respecter mutuellement. Si on ne nous respecte pas, c'est difficile. Aujourd'hui, on a des loyalistes et des responsables du rassemblement que moi je qualifie d'irresponsables, va-t-en-guerre, parce que le pays est en feu et ils sont en train d'en rajouter.

R. Haocas : La plupart des mouvements indépendantistes portent le nom ou la marque de cette ouverture. Pour le cas, par exemple, de l'Union calédonienne, c'est deux couleurs, un seul peuple. Dans FLKNS, il y a le S de socialisme. Dans l'USTKE, il y a Kanak et exploités. On a toujours construit avec les autres. Et principalement, sur la question du corps électoral. C'est une élection locale pour gérer le pays. Et ça fait des années qu'on gère le pays ensemble. Les Français qui sont là-bas ont toujours le droit de vote. Ils sont inscrits sur la liste générale. Ils votent normalement comme s'ils étaient en France. Mais là, ça concerne la gestion du pays. Ça concerne l'avenir du pays. Donc ça concerne principalement les Calédoniens qui sont installés durablement dans ce pays. Il ne faut pas oublier non plus qu'on est toujours dans un système colonial et la Nouvelle-Calédonie est inscrite sur la liste des pays à décoloniser. Donc elle doit être en marche vers la pleine souveraineté. C'est le cas des accords de Nouméa. Donc souvent, on oppose la question de la démocratie avec la question de décolonisation. Là, on est en train d'assister à une recolonisation de peuplement.

Propos recueillis par Nico Dix

<https://www.youtube.com/watch?v=yiA7c3hNEqE&t=1035>

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPA.Lanticapitaliste
L_anticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°156 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine

